

ORDONNANCE PRÉSIDENTIELLE RELATIVE À LA CNCPPDH

L'Alliance présidentielle valide la copie de Bouteflika

L'Assemblée populaire nationale (APN) a, comme de tradition et sans grands encombres, validé, hier, l'ordonnance présidentielle relative à la Commission nationale consultative de promotion et de protection des droits de l'homme. L'opposition, la seule franchement exprimée, a été le fait du groupe parlementaire du RCD qui a voté contre.

Sofiane Aït-Ifflis - Alger (Le Soir) - Jamais séance plénière de l'APN n'a été aussi expéditive que celle d'hier mercredi. Les débats n'étant pas de mise lorsqu'il s'agit de vote d'ordonnances présidentielles, Abdelaziz Ziari s'est acquitté de ce formalisme constitutionnel en un rien de temps.

Juste le temps qu'il faut pour que des députés lèvent la main pour dire oui à l'ordonnance, d'autres pour exprimer une abstention et d'autres enfin pour la rejeter. Ces derniers sont à comptabiliser dans l'entité parlementaire du RCD. Les députés RCD ont, à travers un communiqué rendu public, quali-

fié l'ordonnance d'oukase contre les droits de l'homme. Pour eux, le procédé auquel a recouru le président de la République pour la consécration de la CNCPPDH dans un texte législatif est une manière de fuir le débat sur la question des droits de l'homme en Algérie, d'autant qu'il n'y avait pas, en la matière, urgence à opter pour la législation par ordonnance.

«Pourquoi cette procédure ? Pour éviter un débat dans l'enceinte parlementaire, pourtant docile à souhait, sur un sujet d'une tragique actualité et déterminant pour l'avenir de la nation», a noté le RCD, ajoutant qu'«en vérité, cette décision est dictée par le seul souci de mettre un terme à l'isolement du pouvoir dans les instances internationales traitant des droits de l'homme».

Le RCD a dénoncé aussi le mode de désignation retenu pour la représentation de la CNCPPDH. Un mode, écrit-il, qui n'échappe pas à la tradition du clientélisme. «L'article 3 stipule que les membres de la Commission "sont choisis" par le pouvoir. L'article 4 souligne que même le président de la future commission est désignée par le président de la République. Sous d'autres cieux, ce sont les membres de la société civile activant

dans le champ des droits de l'homme qui proposent les personnes devant représenter leur organisation dans les instances consultatives, et il revient à ces mêmes personnes d'élire librement leur président.»

Encore une fois, le RCD ne rate pas l'occasion de dénoncer le recours systématique à l'ordonnance dans la confection des lois. Il affirme aussi voter contre cette loi parce que attentatoire à la notion même des droits de l'homme. Le parti dit également se réserver le droit «d'alerter les instances internationales concernées par le sujet des droits de l'homme sur la supercherie et la violence qui ont présidé à la désignation d'une instance dont l'unique fonction est de jouer de la désinformation sur la violation des droits humains auprès de l'opinion internationale.»

Le Parti des travailleurs et le Front national algérien se sont abstenus de se prononcer sur l'ordonnance. Fondamentalement, ces deux partis contestent le recours systématique à cette façon de légiférer. Il va sans dire que les députés de l'Alliance présidentielle ont voté pour l'ordonnance en question. S'exprimant sur le sujet en marge de la plénière, le ministre de la Justice, garde des Sceaux, Tayeb Belaïz, a informé que

c'est suite à une observation du Comité international de coordination (CIC) que la présidence de la République a décidé de consacrer la CNCPPDH par un texte législatif. La conférence de Paris de 1993 fait obligation aux organisations membres du CIC de justifier d'une existence ou d'une création par un texte législatif ou carrément d'être l'émanation d'une disposition constitutionnelle.

Depuis 2005, la CNCPPDH bénéficie du statut de membre de catégorie, c'est-à-dire à part entière, au sein du CIC. Ce statut est appelé à être révisé toutes les cinq années. Le prochain examen des statuts des membres du CIC est prévu pour novembre prochain, d'où, on le comprend, la célérité mise par l'Algérie à mettre la CNCPPDH en conformité avec les exi-

gences du comité. Le ministre de la Justice a expliqué que l'actuelle composante de la commission poursuivra sa mission jusqu'à nomination d'une nouvelle. Il a de plus informé que la représentation au sein de la CNCPPDH est élargie aux représentants de l'association des handicapés, du Haut-Conseil de la femme et de l'enfance et du Haut-Conseil de la Langue arabe. La validation de la représentation est soumise, a indiqué Belaïz, à l'appréciation d'une commission idoine présidée par le président de la Cour suprême et dans laquelle siègent les présidents du Conseil d'Etat et de la Cour des comptes.

Les représentants de la Présidence de la République et du Parlement sont exonérés du quitus de la commission.

S. A.I.

ORGANISATION DU SILA 2009

Les deux syndicats du livre dénoncent

La délocalisation du 14^e Salon international du livre d'Alger (SILA) du Palais des expositions vers un chapiteau qui sera érigé au complexe du 5-Juillet semble déplaire aux deux syndicats du livre, à savoir le Syndicat national des éditeurs du livre (SNEL) et le Syndicat professionnel du livre (SPL). Dans un communiqué commun, ces deux organisations dénoncent une décision «unilatérale» du commissariat du SILA. «Aucun éditeur algérien ou étranger n'a été destinataire d'une correspondance l'informant de cette mesure», précisent-ils.

«Cette confusion qui entoure actuellement l'organisation du 14^e SILA a créé un profond malaise parmi les éditeurs étrangers désireux d'y participer et qui demeurent dans l'expectative», précisent les syndicats.

Cette annonce a été faite, selon eux, très tardivement. Résultat : les conditions habituelles offertes par la Safex pourraient ne pas être réunies. Autre conséquence de ce transfert : une réduction importante de la surface d'exposition qui «risque de ramener le salon de sa dimension internationale à une dimension locale».

Le SNEL et le SPL, qui dénoncent leur exclusion du comité d'organisation, se demandent comment peut-on organiser un Salon du livre sans la participation des éditeurs à sa préparation ?

Rym Nasri

L'AFFAIRE DE COCAÏNE SAISIE À AÏN-TURCK DE NOUVEAU À LA BARRE

La cour d'appel aggrave les peines des mis en cause

C'est à la demande du procureur du tribunal d'Oran, qui a introduit un pourvoi en cassation, que l'affaire de cocaïne a été rejugée hier mercredi à Aïn-El-Turck, à Oran. Pour rappel, de la cocaïne a été découverte chez G. Sofiane, la trentaine, gardien dans un parc automobile, qui avait cité les noms des patrons d'un bar et d'un cabaret, situés au niveau de la corniche oranaise, à savoir le Palace et Select, comme étant au courant du trafic de drogue exercé dans leurs commerces.

Ces deux mis en cause ont été condamnés hier par la cour d'appel d'Oran à des peines allant de 6 mois à 1 an de prison ferme, après avoir été innocentés par le tribunal de première instance. Concernant le premier accusé, le gardien de parking, sur lequel a été découvert 0,78 g de cocaïne, motif de sa première condamnation à deux ans de prison ferme, il a vu sa peine aggravée, en passant à trois ans de prison ferme.

B. A.

EXTRADITION DE KHALIKA

Le 1^{er} ministère britannique se prononcera le 24 octobre

Le ministre de la Justice, garde des Sceaux a indiqué, hier, que le dossier relatif à l'extradition de Abdelmoumène Khalifa suit son cours normal et que le premier ministère britannique rendra sa décision le 24 octobre prochain.

Le ministre a expliqué que dans le système britannique, c'est le Premier ministre qui signe et délivre les décisions d'extradition. Des décisions, a-t-il précisé, qui peuvent faire l'objet de recours auprès de la Haute-Cour britannique.

S. A. I.

LE PATRON DU CGOEA DÉNONCE :

«Le gouvernement a violé les clauses du pacte économique et social»

Le pacte économique et social signé en 2006 entre l'UGTA, le gouvernement et le patronat, est-il véritablement devenu caduc. Tout porte à le croire au vu des propos tenus hier par un des principaux signataires du document. Il s'agit de M. Habib Yousfi, président de la Confédération générale des opérateurs économiques algériens (CGEOA), qui n'a pas été par quatre chemins pour crier haut et fort le «non-respect du pacte par ses signataires».

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - Intervenant sur les ondes de la Chaîne III, en sa qualité d'invité de la rédaction, le président de la CGEOA n'a pas été par quatre chemins pour dénoncer le «non-respect des clauses du pacte économique et social», signé par les trois partenaires, en l'occurrence le gouvernement, l'UGTA et le patronat.

Ainsi, en commentant les dernières dispositions contenues dans la loi de finances complémentaire pour 2009, le président de la CGEOA s'est interrogé pour savoir «pourquoi le gouvernement n'a pas pris le soin d'engager des consultations avec les partenaires économiques et sociaux avant de

prendre des mesures». En évoquant le sujet, l'invité de la radio nationale a laissé croire que le gouvernement n'avait pas respecté des engagements qu'il a lui-même signés et qu'il n'a cessé de plaider depuis des années, à savoir la consultation et le dialogue social. Autrement dit, le signataire du pacte national économique et social de 2006 considère que le gouvernement a violé ses propres lois.

Pour rappel, l'une des dispositions contenues dans le pacte économique et social est celle relative au respect des clauses signées entre les trois parties, mais surtout au maintien du contact et de la concertation

entre les trois partenaires sur les questions les engageant.

Il y a lieu de rappeler que le comité de suivi de la mise en œuvre du pacte économique et social devait, selon les termes du document, établir une sorte de bilan une fois par an. Ceci dit, il est à noter que ce n'est pas la première fois que le patronat, signataire du pacte, monte au créneau pour dénoncer l'attitude affichée par le gouvernement dans le domaine de la concertation sociale et économique. La dernière sortie en date est celle du président de la Confédération nationale du patronat algérien (CNPA), le plus ancien des syndicats patronaux et partie prenante dans le dialogue social, qui a estimé qu'il était temps de «revoir le pacte social et économique».

Mohamed Saïd Naït Abdelaziz, président en exercice de cette confédération, avait fait part de son vœu d'évaluer et de corriger le document portant pacte

économique et social adopté en septembre 2006. «Nous voulons que ce document soit rediscuté», avait exigé M. Naït Abdelaziz, pour qui «le dialogue social a marqué le pas au lendemain de la conclusion du pacte».

Il a jugé que «les décisions prises par le pacte ne se concrétisaient pas sur le terrain». Les entreprises, les PME principalement, continuent de faire face aux mêmes problèmes d'accès au foncier, au financement, à la mise à niveau et à la lutte contre l'informel, estime le CNPA. Ainsi, il a reconnu l'«absence d'une approche commune du patronat algérien pour faire avancer les choses».

Cette organisation patronale a lancé, hier, un nouvel appel pour l'unification des syndicats et associations patronales au sein d'une seule organisation. «Le CNPA est prêt à se fonder dès demain dans cette organisation», a-t-il assuré.

A. B.